

Syndicat

intercommunal de la Rive gauche du Drac

2007

Rapport d'activité

EDITO

Pour la troisième année consécutive, le SIRD publie un bilan d'activité de l'année écoulée rendant compte de ses principales actions, réalisations, initiatives.

Le rapport d'activité constitue un temps fort de l'année. C'est naturellement un acte de bilan et de prospective sur les années écoulées et celles à venir ; mais également un temps d'échange et de débat.

L'année 2007 confirme l'engagement du SIRD à concrétiser un souhait exprimé par les communes ; faire converger des volontés et des moyens ; optimiser et mutualiser les ressources ; inciter à la réflexion collective sur les projets intéressant les communes du SIRD ; mener à bien les actions qui concourent à assurer un développement équitable du territoire, à rationaliser les modes de gestion et à réduire les inégalités dans le respect du principe de subsidiarité.

La vocation d'information du rapport constitue le fondement des prospectives que le SIRD souhaite engager pour les années à venir.

C'est pourquoi, le rapport d'activité 2007 sera décliné par compétence .

Seront retracés les grands chantiers 2007 : Mise en œuvre du plan de Prévention de la délinquance, la poursuite des réflexions en cours (notamment sur le plan piscines), La reconstruction du gymnase Gérard Philipe, la restructuration de la salle Belledonne, la reconstruction du gymnase Alexandre Fleming et l'extension du gymnase Yves Brouzet, la construction de l'EHPAD de Noyarey.

Et dans le cadre de l'insertion-emploi : poursuite et développement de la relation entreprises, poursuite de l'action « nettoyage », des infos-métiers, positionnement sur le dossier de la Maison de l'emploi d'agglomération et en partenariat avec la Mission locale : réalisation du projet d'établissement.

Ces éléments seront suivis du bilan financier.

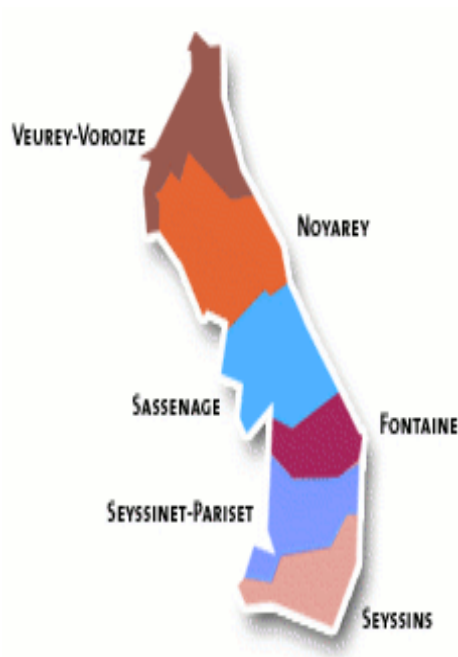
SOMMAIRE :

- Le SIRD : Présentation p3
- Services généraux p 5
- Concertation et aménagement p 7
- Etablissements sportifs p 9
- Insertion/emploi p13
- Prévention de la délinquance p17
- Budget 2007 p19

Le syndicat Intercommunal de la Rive gauche du Drac

Présentation

- > 18 délégués
- > 3 commissions de travail
- > 20 employés
- > 4 grandes compétences
- > 9 493 721 € de budget
- > 6 communes
- > 57 000 Habitants



LES COMPÉTENCES DU SIRD

- Concertation et réflexion sur les projets et équipements de la rive gauche du Drac
 - EHPAD de Noyarey
 - Plan Piscines
- Construction et maintenance des équipements sportifs
 - Reconstruction du gymnase Gérard Philippe
 - Restructuration de la salle Belledonne
 - Agrandissement du gymnase Yves Brouzet
 - Reconstruction du gymnase A. Fleming
 - Maintenance sur les équipements
- Insertion et emploi
 - Relations économiques, développement local
 - Accompagnement à la recherche d'emploi
 - Développement des emplois de proximité
 - Orientation, formation
- Prévention de la délinquance
 - Médiation sociale
 - Aide et soutien aux victimes
 - Observatoire Local de Sécurité
 - Diagnostic local de sécurité
 - Prévention des conduites addictives

Le syndicat Intercommunal de la Rive gauche du Drac

Présentation



CONTRIBUTIONS DES COMMUNES

Compétences Communes	Adm. générale	Construction et maintenance des établissements sportifs liés aux établissements scolaires	Insertion-emploi	Prévention de la délinquance
Fontaine	40,2%	40,2%	40,2%	20,1%
Noyarey	3,70%	3,70%	3,70%	6,25%
Sassenage	18,00%	18,00%	18,00%	9%
Seyssinet-Pariset	23,00%	23,00%	23,00%	39,25%
Seyssins	12,20%	12,20%	12,20%	21,1%
Veurey - Voroize	2,90%	2,90%	2,90%	4,30%
	100%	100%	100%	100%

SERVICES GENERAUX

Les faits marquants de 2007

CREATION DU SITE INTERNET

WWW.SIRD.FR

En ligne depuis mars 2007

Plus de 10 000 connexions en 2007

100 h de développement

Projet transversal sollicitant tous les services

site d'information sur les compétences et les services du SIRD.

Diffusion d'une information actualisée sur les projets.



FISCALISATION DES CONTRIBUTIONS



Depuis février 2007, les communes ont la possibilité de fiscaliser les contributions versées au SIRD. Le contribuable acquitte alors un supplément de fiscalité au profit du groupement dont le taux apparaît distinctement sur l'avis d'imposition. Les contributions versées au SIRD ne transitent plus par le budget communal. Les communes qui souhaitent fiscaliser leurs contributions doivent, par délibération, acter le changement de mode de versement des contributions avant le mois de septembre de l'année n-1.

TRANSFERT DE LA COMPETENCE PREVENTION DE LA DELINQUANCE



Depuis 2005 le SIRD a initié une démarche de prévention de la délinquance sur son territoire, le bilan a précisé des pistes et un programme d'action à l'échelle du SIRD, préfigurant des perspectives plus élargies de travail entre les communes en matière de prévention de la délinquance.

La mise en œuvre de ce programme a nécessité une définition précise du cadre de coopération et notamment un support juridique et technique spécifique : l'instance CISPD. Les nouvelles orientations en matière de prévention de la délinquance ont nécessité une modification des statuts du SIRD prise par délibération en décembre 2006, et dont la procédure s'est achevée en 2007.

LES CHIFFRES CLEFS

- Plus de 10 000 connexions en 2007
- Des contributions qui évoluent de 3,5% en 2007
- 3 ETP affecté à la compétence
- 260 503 € de dépenses totales
- 228 550 € de contributions communales à la compétence

SERVICES GENERAUX

Enjeux 2007



la co-production de l'action publique par le SIRD et les services communaux nécessitent la prise en compte d'un axe majeur :

La contractualisation et la gouvernance des territoires: quel partage de compétence et quel partenariat à développer pour une action concertée au service de nos territoires.

Cette problématique engendre de nouvelles pratiques de gouvernance : développement du management stratégique, pilotage par projet, développement de la culture de l'évaluation.

Le SIRD est aujourd'hui en passe de développer de nouvelles compétences ; c'est pourquoi les axes de développement pour 2007 ont été globalement centrés sur une politique de changement de l'action publique avec :

- L'Amélioration du pilotage des services par la production d'outils de suivi d'activité et de prospective
- L'Evaluation des projets et actions initiés en 2005 et 2006 :
 - Stades nautiques
 - centre médico-sportif
 - Ecole de musique
 - SAM

l'ensemble de ces projets ont fait l'objet d'une évaluation.

Le SAM et le centre médico-sportif sont arrêtés

Sur les écoles de musique : la réflexion se poursuit au sein de chaque commune

Sur les piscines : la réflexion est en cours pour une décision en 2008

Perspectives 2008



diagnostic Energie en partenariat avec l'ALE : 4 axes principaux :

Le suivi des consommations énergétiques,
L'élaboration des diagnostics,
L'accompagnement sur les projets neufs
Et la sensibilisation des agents

Poursuite du développement des nouvelles pratiques de gouvernance :

2 axes principaux :

L'Amélioration du pilotage des services
L'Evaluation de l'action publique



CONCERTATION ET AMENAGEMENT SUR LA RIVE GAUCHE DU DRAC

Les faits marquants de 2007

L'inauguration de l'EHPAD Intercommunal De Noyarey

Le 17 Novembre 2007 a été inauguré par le Maire de Noyarey, le Préfet de l'Isère et le Président du Conseil général de l'Isère, l'EHPAD Intercommunal de Noyarey « les Vergers ».

Initié depuis 4 ans par Le SIRD, la Commune de Noyarey, la Fondation Caisse D'épargne et la SDH, l'établissement d'accueil pour personnes âgées dépendantes accueille depuis le 3 septembre 2007 80 résidents du territoire.

La gestion de l'établissement a été confiée à la Fondation Caisse d'Epargne pour la solidarité.

La direction est assurée par Mme Catherine Delmas.

Il accueille 76 personnes résidentes permanentes et offre 4 places d'hébergement temporaire et 2 lits en accueil de jour

L' EHPAD est construit en 6 unités de vie de 13 et 14 places dont deux unités de psychogériatrie. 30 personnes du territoire ont été recrutées dont 16 suivies par la MIPE et la Mission Locale dans la cadre du partenariat entre la MIPE et la Fondation Caisse d'Epargne pour la solidarité.

Le coût des travaux s'est élevé à 6.5M € TTC.

La construction s'est inscrite

dans une démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE) de manière à limiter les impacts du projet sur l'environnement et une chaufferie bois est utilisée afin de participer à la maîtrise des énergies non renouvelables.

L'arrêt du dispositif SAM

En 2003, Le SIRD, a été à l'initiative d'une réflexion, dont le thème central portait sur la prise en charge de la population âgée, qu'elle soit à domicile ou en institution, Cette réflexion a consisté, par le biais d'un état des lieux et d'un constat de l'existant en terme de besoins qualifiés et quantifiés, à proposer une adaptation et un développement du dispositif institutionnel et de soutien à domicile, réflexion ayant aboutit au dispositif SAM. Dispositif mis en place pour une durée expérimentale d'une année.

La Fondation Caisse d'Epargne pour la Solidarité, a accompagné le SIRD dans cette réflexion et mis en œuvre le dispositif. Au terme de l'expérimentation, l'évaluation a mis en exergue une impossibilité financière et juridique à poursuivre cette expérimentation.. En conséquence, le 6 mars 2007, le dispositif expérimental SAM a été arrêté.



Résidence Les Vergers : le nouvel EHPAD



CONCERTATION ET AMENAGEMENT SUR LA RIVE GAUCHE DU DRAC



Enjeux 2007

Les objectifs inscrits dans la charte de l'intercommunalité sont reproduits ci-dessous et déterminent les objectifs et les enjeux pour l'année 2007 mais également pour les années à venir.

Au travers de son action, le SIRD s'applique à :

Assurer un développement équilibré du territoire dans le cadre des compétences qui lui sont déléguées

Mutualiser les ressources, Rationaliser les modes de gestion, réaliser les économies d'échelle

Renforcer la cohésion du territoire par la mise en œuvre d'une concertation régulière

Action intercommunale et communale se conjuguent donc dans une logique de complémentarité et de subsidiarité avec une volonté affirmée de mutualiser les moyens.

Perspectives 2008



Ecoles de Musique :

Poursuite de la réflexion sur la mutualisation de moyens et de pratiques



Piscines :

Voir compétence équipements sportifs

ETABLISSEMENTS SPORTIFS

Les faits marquants de 2007

LA RECONSTRUCTION DU GYMNASE GERARD PHILIPPE

L'année 2007 a vu le chantier de reconstruction du gymnase se poursuivre à grands pas. 16 mois de travaux ont été nécessaires pour réaliser un équipement en adéquation avec les attentes des utilisateurs.

Son programme élaboré par le groupe de travail composé des professeurs d'EPS, des associations sportives fontainoises, de l'ASF, des services des sports de la commune de Fontaine, des services techniques du SIRD, est le fruit d'un travail de concertation qui permet de livrer un équipement qui répond aux besoins des habitants.

Financé à 50 % par le Conseil général, le budget global de l'opération s'élève à 4 100 000 € HT. Avec 3 cibles Haute qualité environnementale intégrées au programme. (éco-gestion, confort olfactif, confort acoustique).



Mars 2008



Visite de chantier juin 2007

LA RESTRUCTURATION DE LA SALLE BELLEDONNE DU COMPLEXE SPORTIF A. BERGES

Après la définition du programme et le choix du maître d'œuvre la SARL MUR-MURS, 2007 fut marqué par les études du projet de restructuration de la salle Belledonne : validation de l'APS, de l'APD et lancement de la consultation pour un démarrage des travaux au 1er avril 2008 pour une durée de 9 mois.

Le projet comprend la réhabilitation de la salle d'évolution (environ 960 m² avec reprise des fondations et du bardage) et la reconstruction de la partie vestiaire avec création d'un étage (environ 800 m² au total) pour un coût d'opération de 2497 000 €HT



29-04-2008



Déconstruction de la salle Belledonne avril 2008

ETABLISSEMENTS SPORTIFS

Les faits marquants de 2007

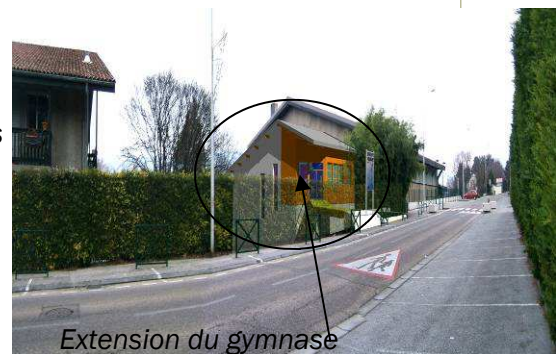
L'EXTENSION DE L'ESPACE SPORTIF YVES BROUZET DE SEYSSINS

Dans la continuité du plan pluriannuel d'investissement, l'année 2007 a vu le démarrage de l'extension du gymnase Yves BROUZET. Avec un programme de près de **419m²** comprenant 236,73m² de surfaces créées, 127,73m² de surfaces aménagées et 54,50 m² de surfaces non closes sur deux étages, les travaux permettront de répondre aux normes de sécurité et d'accueil des sportifs et des collégiens.

A l'étage Création de la nouvelle entrée

– hall d'accueil- d'une loge pour les gardiens, d'une partie bar, vestiaires sportifs, sanitaires publics et infirmerie. Au RDC création de locaux techniques et de rangements, réaménagement de la salle des professeurs et création de vestiaires supplémentaires.

Coût d'opération : 765 545 € HT. Démarrage des travaux : Juin 2008, durée 8mois.



Extension du gymnase

Dans le cadre d'une démarche HQE seront priorisées les cibles :

- « Gestion de l'énergie » (cible 4)
- « Gestion de l'eau » (cible 5)
- « Entretien et maintenance » (cible 7)
- « Confort olfactif » (cible 11)
- « Relation harmonieuse des bâtiments avec leur environnement » (cible 1)

RECONSTRUCTION DU GYMNASE A. FLEMING DE SASSENAGE

-Une démarche de concertation formalisée dans un groupe de travail composé des utilisateurs, des services des sports de la commune de Sassenage et du SIRD a défini un pré-programme de reconstruction au regard des besoins exprimés par le Collège et les associations, validé le 7 décembre 2006 .

Courant 2006 le SIRD a été interpellé par les lycées R.Deschaux et J. Prévert sur l'absence d'équipements sportifs dédiés à ces deux lycées. Les créneaux horaires attribués sur les équipements existants sur la Rive gauche sont insuffisants et ne couvrent pas les besoins en nombre d'heures d'EPS prévues.

Partant de ce constat, les lycées et la Région ont souhaité que le SIRD intègre les besoins des lycées dans la programmation de reconstruction, malgré que ces deux lycées ne soient pas assujettis à la carte scolaire du SIRD.

Après présentation et débat, le Comité syndical, compte tenu du surcoût de l'opération, 2,6 M€ et de l'absence d'engagement de la Région Rhône-Alpes décide de ne pas intégrer les besoins des lycées R.Deschaux et J. Prévert dans le programme de reconstruction du gymnase Alexandre Fleming. L'opération se poursuit sur la base du programme validé en 2006 avec le choix d'un maître d'œuvre au 4ème trimestre 2008.

ETABLISSEMENTS SPORTIFS

Enjeux 2007

Le principal enjeu pour 2007 et les trois années à venir concerne la réalisation intégral de notre PPI dans les délais impartis et dans le respect des enveloppes financières définies.

Au terme du PPI ce seront 3 gymnases refait à neuf, et une extension, tout en poursuivant les investissements de maintenance sur le parc existant. Et ce dans l'objectif de garantir des équipements de qualité aux collégiens et aux lycéens mais également de permettre une pratique sportive soutenue tant en terme d'adaptation aux nouvelles pratiques que de qualité des infrastructures. L'ensemble des projets du PPI étant initié sur la base d'une démarche HQE.

Perspectives 2008



Poursuite de la réalisation du PPI.



Poursuite de la réflexion sur la reconstruction des piscines du SIRD

Après la définition des besoins et l'analyse des équipements du territoire, une première démarche de définition du projet a été engagée en 2007. Limitant le périmètre des besoins à l'apprentissage de la natation pour les scolaires du premier degré. Les besoins ludiques ne font pas partis des besoins prioritaires. De même que les besoins des collèges et des lycées

Cette réflexion intègre toutes les communes du SIRD. La définition précise du programme, et le transfert éventuel de la compétence au SIRD devant être formalisés en 2008.



Etude pour la réalisation d'une salle d'évolution sur le Nord du territoire Démarrage de la réflexion (planning, détermination des besoins)

LES CHIFFRES CLEFS

- 7771 heures d'utilisation du gymnase Aristide Bergès en 2007
- 20 associations utilisatrices du complexe sportif Aristide Bergès
- + de 1100 lycéens accueillis
- 5,5 ETP affecté à la compétence
- 4 227 461 € de dépenses totales sur la compétence
- Personne référente : Elisabeth BERARD

INSERTION EMPLOI

Les faits marquants de 2007

BILAN D'ACTIVITE 2007 PUBLICS

608

Fontaine	Noyarey	Sassenage	Seyssinet	Seyssins	Veurey	Autres
312	8	100	123	35	11	20

40 ans

Âge moyen

1/3

niveau \geq IV

- CDD / CTT 238
- CDI 56
- AUTRES 58

F : 61 %

H : 39 %

46 %
ACCOMPAGNEMENT

5 %
I.A.E.

6 %
FORMATION

43 %
EMPLOI

Une action est une étape de parcours ; une personne bénéficie de plusieurs actions dans une année

20,9 mois

En moyenne de
parcours
avant une sortie

**170 sorties
d'accompagnement**

- EN EMPLOI 79
- RELAIS 59
- AUTRES 32

ILS CHERCHAIENT ...



37 %

36 %



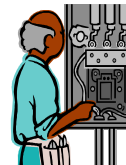
8 %

9 %



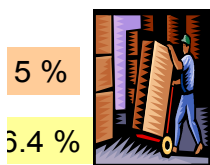
5 %

7.6 %



7.9 %

7.6 %



5 %

3.4 %

14.3 %

6.4 %



5 %

5 %



0.7 %

5 %



3.4 %

INSERTION EMPLOI

Les faits marquants de 2007

PUBLICS

Vous trouverez ci-dessous un listing exhaustif de l'ensemble des actions conduites par la MIPE en 2007. Les résultats par commune ont été donnés lors de la séance sur le bilan d'activité 2007.

ACTIONS		OBJECTIFS	NB	RESULTATS
Accompagnement	Allocataires du RMI	Accompagner et soutenir la recherche d'emploi.	224	1/3 de familles monoparentales Public en grande souffrance psychosociale
	Bénéficiaires du PLIE	Aider à la résolution des problèmes rencontrés par la personne dans ses démarches en fonction de sa demande.	124	Primo-arrivants Travailleurs handicapés allocataires ou non de l'AAH
	Demandeurs MIPE	Établir les relais –formation, logement, ...-	258	Accueil en augmentation de personnes salariées Augmentation du nombre de personnes TH
Professionnels	Formation	Maintenir un bon niveau de professionnalisation et le faire évoluer en l'adaptant à la demande	équipe	Plusieurs formations en fonction des besoins du service et du personnel (conduite de projet, relations entreprises...)
	Plate forme MIPE/Mission Locale	À partir d'axes thématiques et mettre en commun les expériences de la Mission Locale et de la MIPE	10 + 12	Équipes actives et impliquées, développant des actions communes pour les publics jeunes et adultes
En direction du public	Accueil des usagers	Développer un accueil de qualité en direction des publics : usagers, institutions et entreprises	650	Accueil physique moyen calculé sur les mois de septembre, octobre et novembre (visites + rendez-vous)
	Espace emploi	Redéfinir l'atelier de recherche d'emploi pour mieux répondre à la demande actuelle	12	Proposition de sessions thématiques visant l'acquisition de techniques et l'autonomie des personnes
	Qualification « santé »	Informier le public des emplois dans le secteur et de l'accès à la formation	21	15 personnes présentes à l'information collective 6 s'engageront dans le projet DEAVS
	Coaching	Echanges avec un intervenant, en collectif, sur les difficultés liées à la recherche d'emploi	12 + 13	Travail sur les préoccupations par rapport à l'emploi, marché de l'emploi, projet professionnel
	Accueil de proximité	Assurer des permanences d'accueil de proximité sur les communes	76	Satisfaction des usagers, des conseillers et des lieux d'accueil
	Métiers « restauration »	Rencontrer des entreprises de ce secteur pour s'informer sur les métiers	14	ADECCO / ELITT / MCDONALD / UMIH / ENILV

INSERTION EMPLOI

Les faits marquants de 2007

RELATIONS ECONOMIQUES

Vous trouverez ci-dessous un listing exhaustif de l'ensemble des actions conduites par la MIPE en 2007 concernant la relation économique.

	Initiation informatique	Initier en dédramatisant ou remettre à niveau l'utilisation de l'outil informatique (word-excel)	143	Fréquence moyenne de 13 personnes avec un pic en janvier et deux en octobre et novembre (21 et 20)
Plan semestriel relations entreprises	CCAS / Aide à domicile	Établir une collaboration avec les CCAS et ADPA pour la gestion de l'offre et de la demande	8	Sur les 5 offres gérées, 6 mises en relation ont abouti à 3 embauches
	Contrats d'avenir	Proposer des retours à l'emploi « qualitatifs » aux titulaires de minima sociaux	18	6 contrats d'avenir signés + 3 emplois 4 collectivités engagées + 1 en réflexion
	Collectif secrétariat	Accompagner les démarches d'emploi dans un secteur d'activité particulier	20	Rencontres individuelles et mini-tests préparatoires aux entretiens. Relais vers les partenaires
	Prospection ciblée	En fonction de postes plus difficiles à pourvoir, recherche « ciblée » d'entreprises	15	Secteurs de la chimie, de la production, entre autres. Recrutements spécifiques DOM + et VERCORS
	OCEA	Utilisation d'un outil interne de données des entreprises et des OE	261	82 nouvelles entreprises 124 embauches sur 236 offres internes
En direction de l'entreprise	EHPAD	Participer au recrutement et adapter formations et contrats aux besoins réciproques	45	16 personnes MIPE/ML recrutées sur les 30 domiciliées sur la rive gauche du DRAC
	Nettoyage	Développer une relation privilégiée avec les entreprises de nettoyage	25	14 entreprises ont déposé 36 offres d'emploi et 8 recrutements
	Emplois familiaux	Développer les emplois familiaux, vers les particuliers et pour les demandeurs	40	Réunions d'information collective et de travail 6.116 heures pour 21 personnes
	Grands chantiers	Travailler en concertation avec le chargé de mission du dispositif « marchés publics » METRO	3	1 entreprise a recruté 2 contrats de professionnalisation de 10 mois ; 1 entreprise 1 contrat de 6 mois
En partenariat	Instance MIPE	Etude de situations entre les conseillers MIPE et les conseillers ANPE	40	Au cours des 9 séances, coordination des parcours –actions, étapes, référents, ...
	LAIR	Participation active au comité technique du Lieu d'Accueil, d'Information et de Ressources	-	Mutualisation des compétences pour un meilleur accompagnement des publics Sassenageois
	ACEISP	Rencontrer des porteurs de projets de création pour les accompagner dans leur réflexion	46	10 personnes ont créé et 8 sont en cours ; 1 en emploi, 10 en accompagnement, 1 suivi post-crédation
	EMPLOI 38	Proposer un service de proximité	20	6.452 heures de travail sur les emplois familiaux

INSERTION EMPLOI

Les faits marquants de 2007

RELATIONS ECONOMIQUES

Analyse des données chiffrées de l'emploi et de la relation entreprise à partir de notre progiciel commun à la MIPE et à la Mission Locale

+ 46% d'entreprises référencées en 2007

▣ **261 entreprises** en portefeuille au 31 décembre 2007(secteurs marchand et non marchand hors associations et entreprises d'insertion) avec lesquelles la MIPE et la Mission Locale sont en lien (offre d'emploi, recrutement, évaluation en milieu de travail, organisations de visites, de plateforme, de forums emploi).

Sur ces 261 entreprises 5 secteurs d'activité sont particulièrement représentés : les entreprises de services aux entreprises au nombre de 51, de commerce au nombre de 42, de construction au nombre de 28, les industries de biens intermédiaires au nombre de 26 et les services aux particuliers au nombre de 25. Ces 5 secteurs représentent 66% des entreprises en portefeuille.

137 entreprises (52%) sont situées sur la Rive gauche du Drac. 104 entreprises (40%) sont situées sur Grenoble et l'agglomération. Et les 8% restant sont généralement des grandes entreprises avec qui nous menons des opérations de recrutement au plan local mais dont le siège social est situé hors département.(Mc Donald's, IKEA, Fondation Caisse d'Epargne pour la solidarité...).

▣ **828 offres** gérées par la MIPE et la Mission locale en 2007

28% des offres sont positionnées sur le secteur 11 (services aux personnes et aux particuliers), 13% sur les services administratifs et commerciaux, 9% sur l'industrie hôtelière, 9% sur la mécanique et l'électricité. Le reste des offres se répartie entre les différents secteurs d'activité. Cette répartition est logique puisque notre prospection est ciblée en fonction des besoins de nos publics qui recherchent principalement dans le secteur des services à la personne et les services administratifs et commerciaux.

Sur les 828 offres les types de contrats se répartissent comme suit :

- 278 CDD
- 193 CDI
- 3 CARED
- 38 CAE
- 17 contrats d'apprentissage
- 10 contrats d'avenir
- 20 contrats de professionnalisation
- 18 Intérim
- 1 Contrat nouvelle embauche
- 8 Non renseignés

▣ **Embauches : 137**



LES CHIFFRES CLEFS

- 650 personnes accueillies
- 43% d'actions emploi
- 261 entreprises en portefeuille
- 828 offres d'emploi gérées
- 137 embauches
- 9,3 ETP affectés à la compétence
- 555 367 € de dépenses totales

INSERTION EMPLOI

Enjeux 2007

Poursuite de la relation entreprise

développement des relations partenariales avec les collectivités locales
-Maillage de notre territoire sur la connaissance et la mise en relation avec le monde économique



Développement de la démocratie participative Association et participation des usagers aux instances, et à la vie de la structure



Optimisation de l'accompagnement des publics « démarche qualité »

formation conseillers
développement de projets
organisation des temps de travail
optimisation de nos relations avec nos partenaires



Perspectives 2008



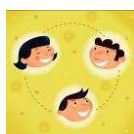
Poursuivre le développement de la relation avec les entreprises

- en réseau avec les Missions Locales et les maisons de l'emploi.
- en partenariat avec les collectivités



Etablir une communication de notre action

- Valoriser les actions de la MIPE
- Informer et rendre compte aux financeurs



Favoriser l'expression et la participation des usagers

-Intégrer la parole des usagers dans les commissions et projets
-Modifier nos pratiques

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Les faits marquants de 2007

Officialisation du CISPD

Signature officielle du CISPD le 28 juin 2007

Plus de 100 partenaires se sont rassemblés le 28 juin 2007 pour signer et officialiser l'existence du CISPD Rive gauche du Drac. Par cette validation, les 6 communes du SIRD, la police, la gendarmerie Nationale, la justice, la prévention spécialisée, l'ensemble des partenaires sociaux valident la constitution effective du CISPD et de son plan d'action.

Lieu de coordination, d'échanges d'expériences, de mise en commun de moyens, de concertation, de mobilisation des acteurs autour d'objectifs communs, le CISPD impulse de nouveaux projets adaptés aux besoins en matière de prévention et de traitement de la délinquance.



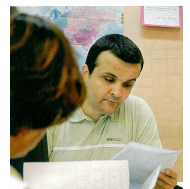
Instauration de la médiation sociale en soirée

Initiée depuis juillet 2007, sur les communes de Seyssins, Seyssinet-Pariset, Noyarey et Veurey-Voroize, elle a été reconduite en novembre 2007 et étendue à la ville de Fontaine en janvier 2008. La médiation sociale en soirée c'est deux médiateurs qui circulent sur les communes de 19h à 1 h du matin du jeudi au dimanche. Ils assurent une présence auprès des habitants lors d'appels téléphoniques ou spontanément, en cas de nuisance tels que regroupements bruyants, conflits de voisinage. Dans la journée, les médiateurs rencontrent commerçants et habitants pour les informer de l'action et de ses objectifs.

Création des permanences d'aides aux victimes.

Afin de soutenir les victimes d'infraction, le CISPD de la rive gauche du Drac a signé en juin 2007 une convention avec la gendarmerie Nationale et l'association AIV pour la mise en place de deux permanences sur le territoire. L'une à la brigade de gendarmerie de Seyssinet-Pariset le vendredi de 14h à 17h et la seconde à la brigade de gendarmerie de Sassenage le mardi de 14h à 17h. Service gratuit, ouvert à tous et animé par Grégory Boissieux, juriste à l'association AIV.

Tout évènement traumatisant peut être traité par l'AIV, l'association apporte conseil juridique et soutien psychologique.



PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Enjeux 2007

Développer une politique intercommunale en matière de sécurité publique et de prévention collective.

Constitution, coordination, mise en œuvre, animation et évaluation du CISPD



Elaborer et mettre en œuvre le plan d'action relatif à la prévention collective et à la sécurité publique

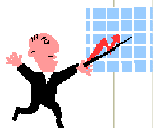
Le plan d'action se décline en 6 missions essentielles :

- Prévenir les conduites à risques et les conduites addictives chez les jeunes.
- Informer, accompagner et soutenir les victimes d'agressions et d'incivilités.
- Rendre visible et lisible le « maillage » socio-éducatif sur le territoire du SIRD.
- Partager l'espace public, ou la reconnaissance intergénérationnelle.
- Proposer des services de médiation.



- Elaboration d'un plan de formation en direction des acteurs de sécurité et de la prévention dans l'objectif d'observer, de capitaliser et d'analyser des données pour adapter des modes de traitement en matière de prévention et de sécurité.

Perspectives 2008



Mise en œuvre de l'observatoire local de Sécurité

Etendre la médiation sociale de nuit à l'intégralité du territoire.



Mise en place de l'exposition-débat « Vivre l'adolescence, mes ressources » ouverte aux collégiens et lycéens de la rive gauche pour une sensibilisation aux conduites addictives

Mise en place des cellules veille-mineurs sur les territoires de Seyssins-Seyssinet-Pariset et Sassenage, Noyarey-Veurey-Voroize.



Et poursuite des permanences d'aide aux victimes.

LES CHIFFRES CLEFS

- Plus de 30 situations traitées dans le cadre de la médiation de nuit.
- 1 ETP affecté à la compétence
- 55 096 € de dépenses totales
- Personne référente : Magalie ANDREU

BUDGET 2007 MODE D'EMPLOI



Sur l'ensemble du budget les dépenses de fonctionnement s'élèvent

1 455 370 € hors virement à la section d'investissement. Les dépenses d'investissement s'élèvent 6 271 964,33 €. Les dépenses de fonctionnement représentent 18,8 % des dépenses totales, les dépenses d'investissement 81,2% .

Les dépenses de fonctionnement (BP 2007)

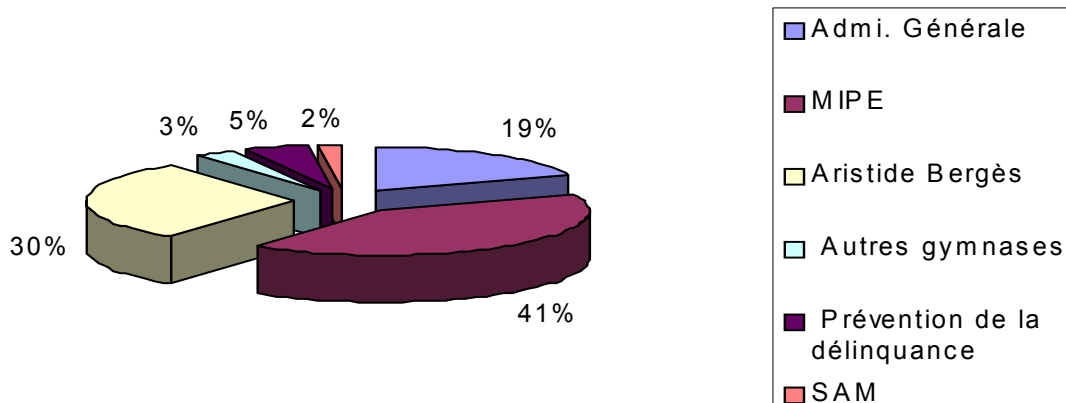
Elles correspondent à l'ensemble des dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité. Elles se composent des :

- charges à caractère général (fluides, affranchissement, maintenance...)
- charges de personnel
- charges de gestion courante
- charges financières qui correspondent essentiellement aux intérêts des emprunts (hors mouvement lié aux lignes de trésorerie).



Ces dépenses peuvent être augmentées de dépenses exceptionnelles qui n'ont pas de caractère récurrent. A ces dépenses dites réelles qui s'élèvent à 1361 949 € s'ajoutent des dépenses dites d'ordre qui ne représentent pas de décaissement réel pour la collectivité, cas des amortissements de biens par exemple. Ces dépenses s'élèvent à 76 421 € pour 2007. (hors dépenses sur ligne de trésorerie d'un montant de 17 000 €).

L'affectation des dépenses réelles de fonctionnement se répartie comme suit pour 2007



L'essentiel des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) est constitué par le

- le versement de la subvention à la Mission Locale 105 000 € en 2007
- Le versement de la subvention au SAM : 20 000 €
- La médiation de nuit pour 35 000 € (2007 et 2008)

BUDGET 2007 MODE D'EMPLOI

Les recettes de fonctionnement (BP 2007)

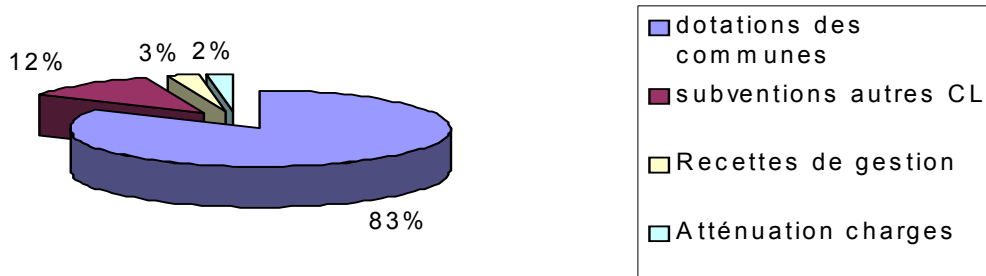


correspondent aux recettes récurrentes qui permettent de financer le fonctionnement de service et une partie des investissements. Elles se composent pour l'essentiel. .

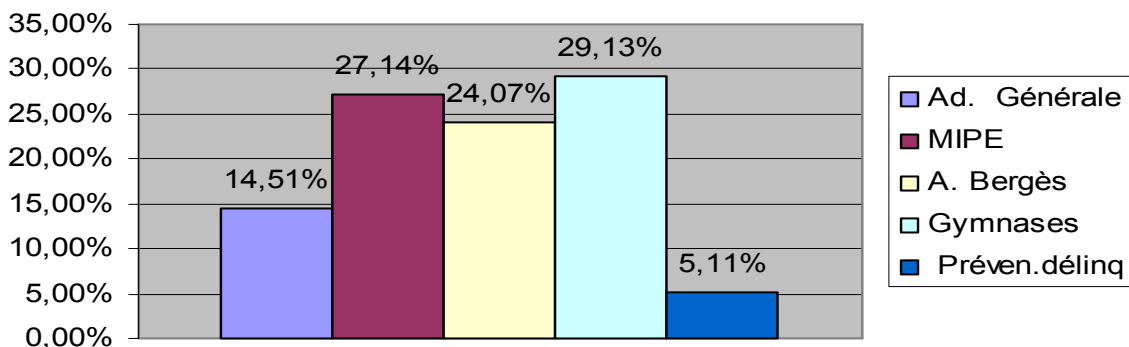
- ▣ Des dotations des communes
- ▣ Des dotations et subventions des autres collectivités locales et de l'Etat
- ▣ Des recettes de gestion courante
- ▣ Les atténuations de charges

Elles s'élèvent à 2035 000 € hors report

Part de chacune des recettes dans le budget 2007



Répartition analytique des recettes de fonctionnement



BUDGET 2007 MODE D'EMPLOI

Les dépenses d'investissement (BP 2007)

Correspondent à l'ensemble des dépenses qui entraînent une modification du patrimoine . Sont directement concernés :

- Les dépenses en acquisition de matériel , de mobilier , de terrain.
- Les travaux de construction et d'aménagement des bâtiments
- Les dépenses d'études et d'ingénierie

Ces dépenses peuvent être suivies en analytique au sein d'opération individualisée. Cela revient à suivre toutes les dépenses d'investissement ainsi que les éventuelles recettes liées à un projet particulier. Le remboursement du capital des emprunts fait également partie du budget d'investissement

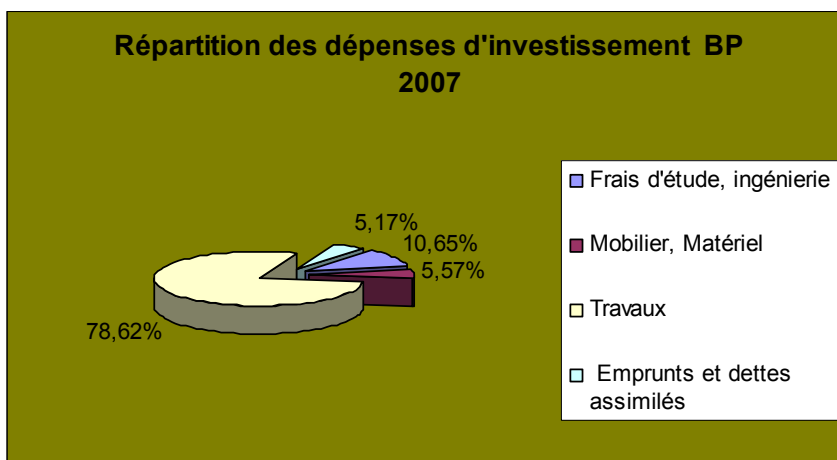
PPI 2007 -2011

	CA '2007		BP 2008		BP 2009		BP 2010		BP 2011	
	dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
INVESTISSEMENT DE MAINTENANCE										
Travaux de sécurité	34 572		35 550		30 000		15 000		15 000	
Réfection des bâtiments	24 700		56 450		70 000		100 000		100 000	
Equipements sportifs	7 230				8 000		8 000		8 000	
Signalisation	0		0		100		100		100	
Mobilier urbain										
Matériel de bureau et mat inform	3 698		8 000		10 000		10 000		10 000	
Autres matériels	1 848									
Parc automobile			0		15 000					
SOUS TOTAL	72 049		100 000		148 100		133 100		133 100	
INVESTISSEMENT ACHEVES OU ENGAGES										
Création du site Internet	11864									
Piste d'athlétisme Joseph GUETAT		31 682								
Reconstruction Gérard Philippe	3 625 962	1 160 745	903 420	1 000 000	0	0	0	0	0	0
Restructuration de la salle Belle	215 509		2 696 686	0	0	400 000	0			
Autocom de la MPE										
Gestion des accès de la MPE										
Etude stades nautiques										
Extension Yves BROUZET	26 936		888 681		0	100 000	0			
SOUS TOTAL	3 880 271	1 192 427	4 488 787	1 000 000	0	500 000	0	0	0	
NOUVEAUX INVESTISSEMENTS										
Centre médico-sportif										
Stades nautiques										
Reconstruction A. Fleming			90 000		588 116		3 085 293	1 000 000	2 119 335	1 000 000
gymnase nord territoire										
Tennis couverts										
SOUS TOTAL	0	0	90 000	0	588 116		3 085 293		2 119 335	
TOTAL GENERAL	3 952 320	1 192 427	4 678 787	1 000 000	736 216	500 000	3 218 393	1 000 000	2 252 435	1 000 000

BUDGET 2007 MODE D'EMPLOI

LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT (BP 2007)

Les dépenses d'investissement réelles se répartissent comme suit dans le BP 2007



LA MASSE SALARIALE

Effectif 20 personnes, 18,8 ETP La masse salariale représente un montant de 727 000 € correspondant à 54% des dépenses réelles de fonctionnement.



LA DETTE

Au 31 décembre 2007, l'encours de la dette est de 3149 K€ au 1er janvier il était de 3455 K€, ces chiffres ne tiennent pas compte des emprunts particuliers comme les OCLT(ouverture de crédit à long terme) ou les emprunts revolving qui permettent d'optimiser la gestion de la trésorerie de la collectivité.

En 2007 : 750 000 € d'emprunt ont été réalisés . En terme d'annuité (remboursement du capital et des intérêts) cela représente un montant de 462 000 € Soit un ratio de 8.10€ par habitant. Contrairement aux autres collectivités il très difficile de comparer les ratios d'une structure intercommunale à une autre. En effet, Il existe quasiment pas de statistiques et les structures intercommunales de taille équivalente peuvent exercer des compétences très différentes.

Notre capacité de désendettement 2007 s'élève à 4,5 ans.(c'est le nombre d'années qu'il faudrait à la collectivité pour rembourser la totalité de sa dette si elle y consacrait l' intégralité de son épargne brute).